

Michael, Robert. *The Radicals and Nazi Germany : the Revolution in French Attitudes Tward Foreign Policy, 1933-1939*. Washington (D.C.), University Press of America, 1982, 147 p.

Frédéric Seager

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701556ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701556ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Seager, F. (1983). Compte rendu de [Michael, Robert. *The Radicals and Nazi Germany : the Revolution in French Attitudes Tward Foreign Policy, 1933-1939*. Washington (D.C.), University Press of America, 1982, 147 p.] *Études internationales*, 14(3), 577-578. <https://doi.org/10.7202/701556ar>

faire ressortir de leurs études est le degré de conflit et de rivalité qui régnait non seulement entre le ministère des Affaires étrangères, l'armée, et la marine, mais aussi entre les différents niveaux de ces institutions. Dans cette confusion d'initiatives divergentes, le Japon multipliait les risques d'une guerre avec les États-Unis sans réellement la désirer. Avec fatalisme les leaders du Japon ont fait le pari de Pearl Harbor et perdu.

On doit féliciter les deux traducteurs, les professeurs Robert Scalapino et Peter Berton, de leurs adaptations et traductions de ces études qui font que le livre se lit très facilement. Leurs introductions aux deux parties du livre apportent aussi une aide utile au lecteur. Il est vrai que depuis quelque temps les conclusions de ces études sont déjà incorporées dans les publications occidentales. Mais au niveau des détails relativement aux prises de décisions, elles peuvent encore beaucoup contribuer à notre compréhension des origines de la guerre du Pacifique. Ceci grâce à la richesse des détails que les auteurs ont si généreusement retenus.

Wen CHUNG-CHI

Département d'histoire-géographie  
Université de Moncton

MICHAEL, Robert. *The Radicals and Nazi Germany: the Revolution in French Attitudes Toward Foreign Policy, 1933-1939*. Washington (D.C.), University Press of America, 1982, 147p.

Pendant les années 1933-1939, le parti radical occupait le centre de la scène politique en France. Sa présence était indispensable à la formation et au maintien de toute coalition ministérielle. Face au problème allemand, les radicaux étaient peu influencés par les idéologies extrémistes alors en vogue; leur attitude pragmatique reflétait celle du Français moyen. Dès 1933, ils étaient conscients du danger posé par l'avènement d'Adolf Hitler comme chancelier du Reich, mais divergeaient d'opinion quant au moyens de conjurer ce danger. Le professeur Robert Michael les divise, *grosso modo*, en deux catégories: pacifistes et résistants, et il ne cache pas sa préférence

pour ces derniers. Il critique la stratégie défensive de la France et considère que seule une politique de fermeté eût pu arrêter l'expansionnisme allemand. Selon lui, le 15 mars 1939 marque le début d'une révolution dans l'attitude des Français devant les questions de politique étrangère: suite à la violation par Hitler des accords de Munich, tous les radicaux se trouvaient unis dans la résistance.

L'argumentation de l'auteur n'est pas toujours convaincante car la distinction faite entre pacifistes et résistants dans le parti radical est trop arbitraire. De 1933 à 1935, tous les radicaux favorisaient un rapprochement avec l'Italie et l'Union soviétique afin de contenir les ambitions territoriales de l'Allemagne. Tous croyaient que le « Front de Stresa », comprenant la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, apporterait la sécurité collective à l'Europe. C'est seulement lorsque la guerre d'Éthiopie mit fin au « Front de Stresa » que certains radicaux commencèrent à douter de la possibilité d'organiser une vraie sécurité collective. Ils choisirent alors la voie de l'apaisement.

Quant au fond du problème, pacifistes et résistants avaient le même but: le maintien de la paix. L'auteur ne fait que brouiller la question en qualifiant tel radical partisan en 1933 d'une grande coalition contre Hitler, du « futur pacifiste » (p. 21). Un an plus tard, il place dans le camp de la fermeté un pacifiste, un néo-pacifiste et un résistant (p. 24). Cela prouve qu'il existait chez les radicaux un large consensus sur les questions de politique étrangère. Après 1935, les résistants continuaient de croire qu'une manifestation de fermeté ferait reculer Hitler et éviterait ainsi une confrontation militaire avec l'Allemagne. Or cette politique n'avait réussi qu'une seule fois: en juillet 1934, Mussolini avait empêché l'*Anschluss* en mobilisant des troupes italiennes le long de la frontière avec l'Autriche. Elle allait échouer totalement en 1939 lorsque les gouvernements français et britannique offraient une garantie à la Pologne dans l'espoir de faire réfléchir Hitler. On connaît la suite.

En somme, la « révolution » dans la politique étrangère française eut exactement l'effet contraire de celui souhaité par ses partisans,

dont l'ensemble des radicaux. Non seulement la paix ne fut pas maintenue, mais la guerre qui s'ensuivit fut désastreuse pour la France. Devant ces faits indéniables, il serait logique de conclure que la politique étrangère la plus appropriée pour la France, compte tenu de ses faiblesses sur le double plan militaire et industriel, aurait été l'apaisement. Que cette politique ne fût pas poursuivie jusqu'au bout n'enlève rien à son mérite intrinsèque. L'auteur fait remarquer avec justesse que peu de Français étaient prêts avant 1939 à risquer une guerre (p. 47), mais il ne se demande jamais pourquoi.

Saignée à blanc par la guerre de 1914-1918, la France ne pouvait pas jouer longtemps le gendarme en Europe. Sa politique étrangère aux années 1930 ne faisait que refléter les véritables rapports de forces à cette époque-là. Le professeur Michael voudrait bien qu'il en fût autrement et, sur le plan moral, il a sûrement raison. Mais l'historien ne devrait pas prendre ses désirs pour des réalités.

Frédéric SEAGER

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

### POLITIQUE COMPARÉE

NELSON, Daniel et WHITE, Stephen (Eds.). *Communist Legislatures in Comparative Perspective*. Albany (N.Y.), State University of New York Press, 1982, 211 pages.

Cet ouvrage est un recueil d'articles qui chacun traite du corps législatif d'un pays communiste donné. Parmi les pays étudiés, figurent la Yougoslavie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'URSS et la Chine. Même si certains auteurs comparent brièvement les corps législatifs communistes et occidentaux, l'ouvrage ne cherche pas systématiquement à comparer les données sur les corps législatifs communistes à la littérature consacrée aux corps législatifs occidentaux. À l'instar de nombreux ouvrages de ce type, les

articles qui le constituent ne forment pas un tout cohérent même s'ils sont souvent de très haute qualité. La gamme des pays couverts vise sans doute à refléter la diversité des corps législatifs communistes, la Yougoslavie et la Pologne étant les plus actifs. Chacun des chapitres de ce recueil traite de chaque pays de façon unique, si bien qu'il n'est pas facile au lecteur de faire des comparaisons intéressantes entre ces différents pays. Si les auteurs avaient axé chaque chapitre sur des questions analogues (modèles de représentation, fonctions des corps législatifs, systèmes de comités, processus législatif), l'ouvrage aurait été beaucoup plus cohérent et, à bien des égards, plus utile. Le bref chapitre d'introduction que l'on doit à la plume de Daniel Nelson et les remarques de conclusion encore plus brèves de Steven White n'intègrent pas suffisamment le contenu du livre et ne sont pas d'une grande utilité au lecteur qui aimerait avoir un aperçu des divers thèmes abordés dans chaque chapitre. Par exemple, la critique que Nelson fait de la conception structuro-fonctionnaliste des corps législatifs communistes n'est reprise dans aucun des chapitres suivants et Nelson semble se contredire en insistant autant sur les fonctions représentatives, intégratives et éducatives des corps législatifs et en concluant que ces institutions « remplissent un rôle utile, à vrai dire nécessaire, dans la vie politique » (p. 11).

On constatera néanmoins que bon nombre des études de cet ouvrage sont pleines d'enseignements et qu'une ou deux d'entre elles sont même franchement stimulantes. Le chapitre de Lenard Cohen sur la Yougoslavie constitue l'exemple le plus clair de tentative visant à rapprocher l'expérience législative communiste des questions plus générales de représentation populaire. Cela est possible en partie du fait que la législature Yougoslave est l'assemblée la plus active du bloc communiste et qu'elle se prête donc mieux à ce type d'analyse comparative. Cohen se sert judicieusement de son étude des tentatives yougoslaves visant à « déprofessionnaliser » les députés de l'Assemblée fédérale pour analyser et évaluer les avantages et les inconvénients qu'il y a à faire confiance à des politiciens amateurs comme représentants politiques en général. Le roulement et la déprofessionnalisation des dé-